


L'Odyssée de l'espace pour tous, un défi juridique d'actualité





L'encadrement juridique du tourisme spatial : l'activité de vol suborbital

CEREN CANET SAHIN, DOCTORANTE
IDETCOM – CHAIRE SIRIUS

FAST 20XX

Futur transport à haute altitude et haute vitesse pour les années 20XX

2 concepts d'avion suborbital

ALPHA
Court terme

SpaceLiner
Long terme

Concept
d'**ALPHA**

**Tourisme
Spatial**

Vol Suborbital

Vol Orbital

Le Tourisme Spatial?

Vol orbital

- ▶ 20 à 35 millions de dollars
- ▶ 7 spatio-touristes
- ▶ vol ET séjour spatial
- ▶ séjour dans la SSI à 350/400km

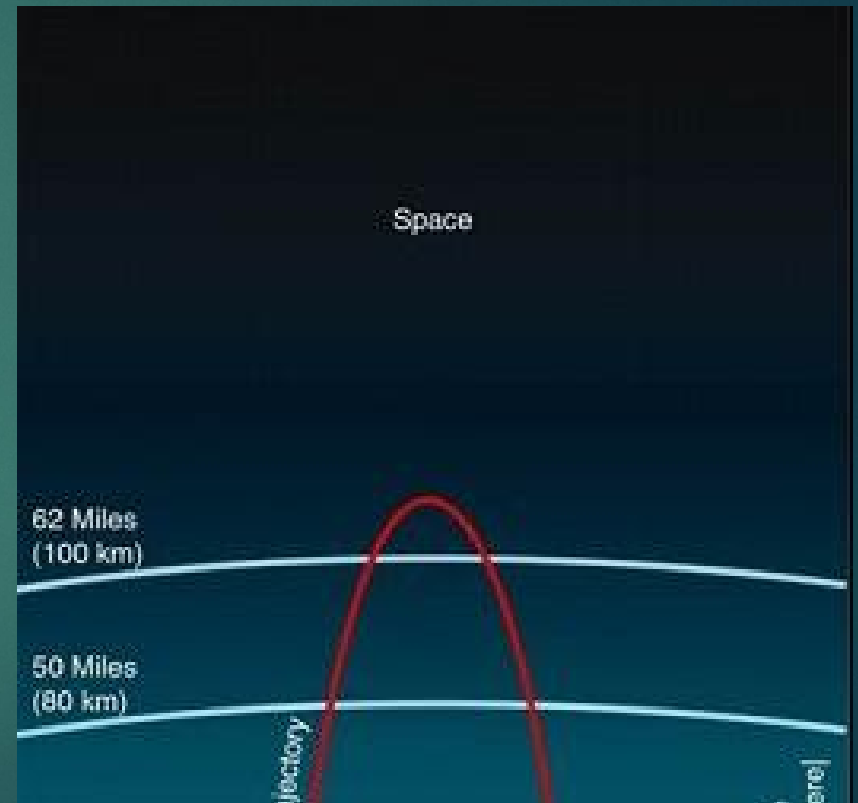
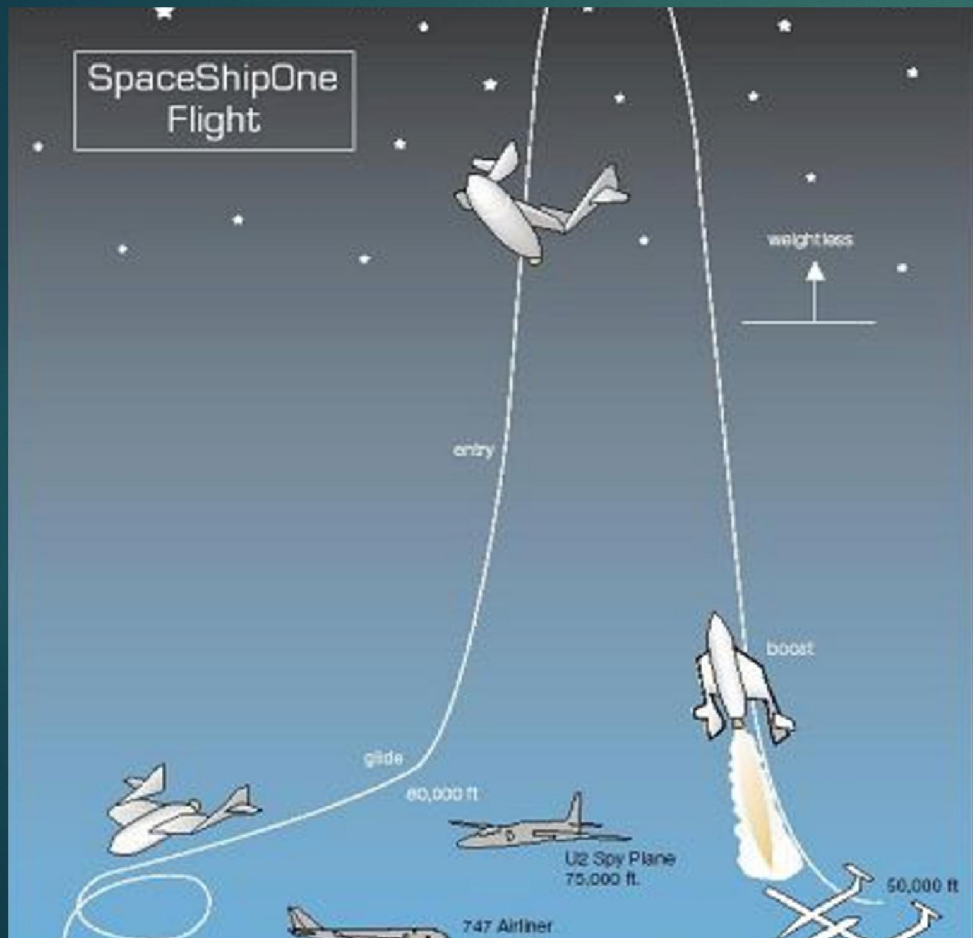
Vol suborbital

- ▶ 200.000 dollars
- ▶ un potentiel de plusieurs milliers de passagers
- ▶ quelques minutes de vol extra-atmosphérique
- ▶ vol atteint à 100km

L'exemple du *SpaceShip* de Virgin Galactic



La trajectoire suborbitale du SpaceShip



La nécessité de construire un nouveau régime juridique, mais
COMMENT?

Quelle loi applicable et au quel niveau

Quelle institution

1 - L'intérêt de déterminer la loi applicable:

- garantir la des passagers,
- déterminer le statut de l'exploitant,
- encadrer le régime des assurances, etc.

2 - Les critères pour déterminer la législation applicable:

Droit de l'espace

- Objectif du vol
- Quelle approche ?
Fonctionnelle

Droit aérien

- Vol qui se déroule (en grande partie) dans l'atmosphère
- Quelle approche ?
Spatiale

Niveau national



Niveau international



Niveau européen

- Agence spatiale nationale

- Organisation de l'aviation civile internationale
- Comité pour l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique

- Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA)



D'après une étude menée par l'UE

- ▶ Un nouveau régime juridique
- ▶ Au niveau européen
- ▶ Exemple des Etats-Unis : *light regulations*

- ▶ Un régime juridique sui generis
- ▶ Un régime constitué des notions de droit aérien et de droit de l'espace à long terme

Conclusion

- ▶ Nécessité de développer une législation propre aux vols suborbitaux afin de concilier la protection de la sécurité des passagers spatiaux et les contraintes d'une activité touristique nouvelle.



Le statut du voyageur spatial privé

JEAN-MARIE DE POULPIQUET – DOCTORANT
IDETCOM – CHAIRE SIRIUS

L'astronaute : protection en droit international

- ▶ Trois obligations principales :
 - ▶ Informer
 - ▶ Secourir
 - ▶ Rapatrier

Le voyageur spatial privé : un astronaute ?

▶ Arguments contre :

- ▶ L'astronaute comme « envoyé de l'humanité »
- ▶ L'astronaute : un professionnel
- ▶ Équité dans la charges des coûts de sauvetage

▶ Réponses :

- ▶ Une notion plus politique que juridique
- ▶ L'unité des vols : unité des mesure de sauvetage
- ▶ La possibilité de prévoir la participation aux couts

Le voyageur spatial privé : un astronaute ?

- ▶ Arguments plaidant pour cette assimilation
 - ▶ Le sens commun de la notion d'astronaute
 - ▶ Profiter du modèle préconstruit d'intervention publique
 - ▶ Vecteur de renforcement de la coopération internationale

Un statut à construire : multiples enjeux

- ▶ Enjeu pour le voyageur
 - ▶ Garantie de la sécurité : matériel et les personnes
 - ▶ Garantie quant au rôle assumé par les différents acteurs
- ▶ Enjeu pour l'activité
 - ▶ Lisibilité nécessaire à l'investissement
 - ▶ Potentiel économique et technologique

Éléments à construire du statut de l'astronaute

- ▶ Raisonement par phases chronologiques
- ▶ Première phase : avant le vol
 - ▶ Information
 - ▶ Entraînement et qualification
 - ▶ Assurance annulation

Éléments à construire du statut de l'astronaute

- ▶ Deuxième phase : pendant le vol
 - ▶ Normes de protection
 - ▶ Devoir d'obéir aux ordres de l'équipage : neutraliser les risques
 - ▶ Faire
 - ▶ Ne pas faire

Éléments à construire du statut de l'astronaute

- ▶ Phase postérieure au vol : les cas des dommages
 - ▶ La validité des clauses de renonciation à recours
 - ▶ La question du mode de règlement des litiges